

Des écarts de rentabilité financière marqués par des différences structurelles entre les PME dans les DOM et en France métropolitaine

Insee Analyses • n° 111 • Juillet 2025



Dans les DOM, le tissu productif présente des spécificités. Les PME de 1 à 250 salariés y sont en moyenne plus petites en termes de chiffre d'affaires hors taxes qu'en France métropolitaine. Ces entreprises consacrent une part plus élevée de leur chiffre d'affaires aux consommations intermédiaires. Leur productivité apparente du travail est plus faible, et elles font face à des conditions d'accès aux financements plus onéreuses, notamment en Guyane. En comparant les PME similaires dans les DOM (hors Mayotte) et en France métropolitaine, la rentabilité financière des PME les moins rentables dans les DOM est proche de celles des moins rentables en France métropolitaine. Ce constat est similaire pour les PME avec une rentabilité financière médiane. En revanche, des écarts résiduels apparaissent en haut de la distribution, en Guyane et à La Réunion. En Guyane, les PME les plus rentables affichent une rentabilité financière supérieure à celles des plus rentables en Hexagone, un avantage qui pourrait être partiellement lié aux activités de la filière spatiale. À La Réunion, un écart résiduel concerne principalement des PME tournées vers le marché local et bénéficiant de déductions fiscales.

Les départements et régions d'outre-mer (DOM) présentent des caractéristiques économiques souvent distinctes de celles de la France métropolitaine [Dreyer, Savoye, 2014]. Ces spécificités se traduisent notamment dans les caractéristiques des petites et moyennes entreprises (PME) de 1 à 250 salariés. En 2022, la taille des PME dans les DOM (hors Mayotte), mesurée en termes de chiffres d'affaires hors taxes, est en moyenne inférieure à celle des PME de même taille en France métropolitaine : 1,53 millions d'euros en France métropolitaine, contre 1,41 million d'euros à La Réunion, 1,38 million d'euros en Martinique, 1,36 million d'euros en Guyane et 1,34 million d'euros en Guadeloupe ► **figure 1**. Ce différentiel reflète en partie les contraintes structurelles auxquelles ces entreprises sont confrontées, comme l'étroitesse des marchés ou les surcoûts liés à l'éloignement.

Au-delà de leur taille, les PME dans les DOM font moins souvent partie d'un groupe que celles en France métropolitaine. Leur part atteint 11,6 % dans l'Hexagone, contre 7,7 % en Martinique, 7,5 % à La Réunion, 7,3 % en Guyane et 6,5 % en Guadeloupe. Cependant, les PME antillaises sont plus souvent des sociétés qu'en France métropolitaine, alors que les PME en

Guyane et à La Réunion sont plus souvent des entreprises individuelles.

Enfin, la diversité sectorielle est également plus restreinte dans les DOM. Le nombre d'**activités principales exercées (APE)** est plus faible que dans l'Hexagone : 602 codes, contre 408 à La Réunion, 370 en Guadeloupe, 347 en Martinique et 290 en Guyane, ce qui peut limiter les possibilités de mutualisation des coûts ou d'innovation intersectorielle [Amdaoud, Levratto, 2024]. À l'échelle des régions métropolitaines,

plus grandes en termes d'habitants et de PIB, les DOM affichent également une diversité sectorielle moins étoffée, à l'exception de la Corse. Cela pourrait traduire une spécialisation marquée dans certains secteurs, notamment les services marchands (commerce) et non marchands (administration publique). Cette structure économique n'est pas propre aux DOM, mais elle y est plus accentuée en raison des contraintes structurelles.

► 1. Caractéristiques structurelles des PME dans les DOM et en France métropolitaine en 2022

Caractéristiques structurelles des PME	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	France métropolitaine
Taille des entreprises en chiffres d'affaires hors taxes (en millions d'euros)	1,34	1,38	1,36	1,41	1,53
Part des entreprises profilées	6,5	7,7	7,3	7,5	11,6
Part des entreprises individuelles	6,9	5,6	9,6	10,2	5,7
Part des sociétés	86,7	86,7	83,1	82,3	82,7

Lecture : En Guadeloupe, la taille moyenne des PME en termes de chiffre d'affaires hors taxes est de 1,34 million d'euros.

Champ : France hors Mayotte, PME de 1 à 250 salariés.

Source : Insee, Fare-Esane 2022.

Dans les DOM, les PME consacrent une part plus élevée de leur chiffre d'affaires aux consommations intermédiaires

Le tissu productif des entreprises dans les DOM se distingue également par une part plus élevée des consommations intermédiaires dans le chiffre d'affaires hors taxes que dans l'Hexagone ► **figure 2**. Cette part varie de 70,5 % à La Réunion à 73,1 % en Guadeloupe, contre 69,1 % en France métropolitaine. Cet écart reflète un recours accru aux achats extérieurs au territoire, notamment en lien avec les contraintes d'insularité ou d'éloignement géographique. Dans les DOM, en 2022, le taux de couverture des biens du commerce extérieur, qui reflète la capacité des exportations à financer les importations, varie de 5,9 % à La Réunion à 12,4 % en Martinique, contre 78,6 % dans l'ensemble de la France ► **figure 3**.

Cette structure de coûts fait apparaître en miroir un taux de valeur ajoutée plus faible dans les départements ultramarins, à 29,1 % en moyenne, contre 31,9 % en France métropolitaine. Toutefois, le taux de marge (l'excédent brut d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires hors taxes) est légèrement plus élevé dans les DOM (à l'exception de la Martinique), ce qui reflète une part des charges de personnel plus faible dans la valeur ajoutée.

Une productivité apparente du travail plus faible dans les DOM

La plus faible capacité à générer de la valeur ajoutée se répercute également sur la productivité apparente du travail. Mesurée par la valeur ajoutée rapportée au nombre de salariés, celle-ci apparaît inférieure dans les DOM. En 2022, la productivité apparente du travail s'élève à 57,9 milliers d'euros par salarié en Guyane, 57,4 en Guadeloupe, 54,2 en Martinique et 52,8 à La Réunion, contre 64,9 en France métropolitaine ► **figure 4**.

La plus faible productivité apparente du travail dans les DOM s'explique en partie par une spécialisation plus marquée dans la **sphère présenteielle**, caractérisée par des activités principalement tournées vers la demande locale. Ces entreprises affichent des niveaux de productivité moins élevés que celles de la **sphère productive** en raison d'une plus faible spécialisation dans des activités à forte valeur ajoutée et d'une moins grande capacité d'automatisation [Frocrain, Giraud, 2019]. Les entreprises de la sphère présenteielle représentent ainsi 61,8 % du chiffre d'affaires hors taxes en Martinique, 60,2 % à La Réunion, 56,2 % en Guadeloupe, 55,2 % en Guyane,

► 2 Indicateurs de structure économique et de répartition du chiffre d'affaires des PME dans les DOM et en France métropolitaine en 2022

en %

Indicateurs	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	France métropolitaine
Part des consommations intermédiaires dans le CA ¹	73,1	71,9	70,8	70,5	69,1
Part des impôts à la production dans le CA ¹	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0
Part des subventions d'exploitation dans le CA ¹	0,6	1,0	0,8	0,8	0,4
Taux de valeur ajoutée (VA/CA ¹)	27,8	28,9	29,9	29,8	31,9
Part de charges de personnel dans le CA ¹	20,7	22,9	21,5	21,9	24,8
Taux de marge (EBE ² /CA ¹)	6,7	6,1	8,4	7,7	6,6

1 CA : chiffre d'affaires.

2 VA : valeur ajoutée.

3 EBE : excédent brut d'exploitation.

Lecture : Dans les PME en Martinique, la part des consommations intermédiaires dans le chiffre d'affaires hors taxes est de 71,9 %.

Champ : France hors Mayotte, PME de 1 à 250 salariés.

Source : Insee, Fare-Esane 2022.

► 3. Valeur des importations et exportations de biens et taux de couverture dans les DOM et en France en 2022

en millions d'euros

Catégorie	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	France
Importations	4 000	3 500	2 000	7 400	790 700
Exportations	400	400	200	400	622 000
Taux de couverture (en %)	10,4	12,4	7,7	5,9	78,6

Lecture : En 2022, le taux de couverture, rapport entre la valeur des exportations et celle des importations, est de 7,7 % en Guyane.

Champ : France.

Source : Douanes, comptes nationaux annuels, base 2014.

► 4. Caractéristiques économiques et financières des PME dans les DOM et en France métropolitaine en 2022

en %

Caractéristiques	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	France métropolitaine
Productivité apparente du travail par salarié (en milliers d'euros)	57,4	54,2	57,9	52,8	64,9
Part des entreprises de la sphère présenteielle dans le CA	56,2	61,8	55,2	60,2	49,4
Taux d'intérêt apparent	2,1	2,0	3,7	2,8	1,9
Taux de prélèvement financier	8,0	8,6	10,1	9,4	6,5
Rentabilité financière	8,0	10,1	11,2	11,1	11,6

Lecture : La productivité apparente du travail s'élève à 52,8 milliers d'euros par salarié à La Réunion.

Champ : France hors Mayotte, PME de 1 à 250 salariés.

Source : Insee, Fare-Esane 2022.

contre 49,4 % en France métropolitaine. De plus, les cadres, associés à un niveau de qualification plus élevé, sont davantage présents dans la sphère productive en Hexagone tandis que dans les DOM, leur part est proche entre sphères présenteielle et productive.

L'accès au financement est plus coûteux dans les DOM, en particulier en Guyane

À ces disparités s'ajoute une contrainte financière plus forte dans les DOM, marquée par un accès aux financements

plus onéreux. En effet, les PME dans les DOM supportent souvent un **taux d'intérêt apparent** plus élevé, du fait notamment de la perception d'un risque accru par les financeurs [IEDOM, 2023]. Cette situation est plus marquée en Guyane où le taux d'intérêt apparent atteint 3,7 % ainsi qu'à La Réunion (2,8 %), contre 1,9 % en France métropolitaine. Le taux de prélèvement financier – indicateur du poids des charges financières dans la valeur ajoutée – est systématiquement supérieur dans les DOM. En comparaison avec la France métropolitaine, il est plus élevé de 3,6 points en Guyane, 2,9 points à La Réunion, 2,1 points en Martinique et 1,5 point en Guadeloupe.

Les écarts de rentabilité financière des PME avec la France métropolitaine se concentrent en haut de la distribution en Guyane et à La Réunion

Le taux de rentabilité financière des PME dans les DOM est plus faible (11,2 % en Guyane, 11,1 % à La Réunion, 10,1 % à la Martinique et 8,0 % en Guadeloupe) qu'en France métropolitaine (11,6 %) ► **encadré**.

En effet, les différences structurelles telles que la taille selon le chiffre d'affaires, la catégorie juridique, la productivité apparente du travail, la part de la consommation intermédiaire dans le chiffre d'affaires ou encore l'âge et le secteur d'activité contribuent à ces écarts globaux de rentabilité. Toutefois, en comparant des PME similaires selon ces caractéristiques dans les DOM et dans l'Hexagone, des écarts résiduels moyens de rentabilité financière ne subsistent qu'en Guyane ► **méthodes**. Ces écarts moyens masquent néanmoins des écarts résiduels hétérogènes selon le territoire et le niveau de performance des PME appariées.

Quel que soit le territoire concerné dans les DOM, la rentabilité financière des PME les moins rentables est proche de celles des moins rentables en France métropolitaine. Ce constat est similaire pour les PME situées à la médiane. En revanche, des écarts résiduels apparaissent en haut de la distribution, à l'exception des Antilles. La Guyane se distingue avec une rentabilité financière des 10 % des PME les plus élevées, supérieure de 3,9 % par rapport à celles les plus rentables en Hexagone. Cela pourrait être partiellement lié à la présence des activités spatiales qui stimulent la rentabilité d'une partie du tissu entrepreneurial local, en particulier des entreprises directement ou indirectement liées à cette filière [Charrier et al., 2022]. À La Réunion, la rentabilité financière des 10 % des PME

► Méthodes

Le champ de l'étude correspond à l'ensemble des PME employées de 1 à 250 salariés (en équivalent temps plein) pour l'année 2022. D'après le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008, une PME est une entreprise dont l'effectif est inférieur à 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros.

Une entreprise qui a moins de 250 salariés, mais plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et plus de 43 millions d'euros de total de bilan est considérée comme une entreprise de taille intermédiaire (ETI). Ces dernières constituent une catégorie d'entreprises intermédiaire entre les PME et les grandes entreprises (GE). En 2022, sur les 2 179 ETI employées ayant de 1 à 250 salariés, en France hors Mayotte, 2 145 sont localisées en France métropolitaine. Par conséquent, ces ETI sont peu présentes dans les DOM. Elles ne respectent ni la condition sur le chiffre d'affaires hors taxes (CAHT), ni celle sur le total du bilan. Même si leur effectif est inférieur à 250 salariés, l'ensemble des moyens et des ressources reconnus dont elle dispose est sans commune mesure avec la surface financière d'une PME. Elles sont donc exclues du champ d'étude.

Suite aux différents choix méthodologiques [Bilionière et al., 2025], le champ de l'étude en 2022 comprend 801 827 PME employées en France métropolitaine, 8 949 à La Réunion, 4 738 en Guadeloupe, 4 170 en Martinique et 1 917 en Guyane. En termes de CAHT, ces entreprises représentent 92,0 % du CAHT total des PME de France métropolitaine, 94,1 % du CAHT des PME de la Guadeloupe, 96,2 % du CAHT des PME de la Martinique, 95,2 % du CAHT des PME de la Guyane, et 95,8 % du CAHT des PME de La Réunion.

Mise en œuvre de la méthode de l'appariement par score de propension et de la régression quantile

Dans cette étude, deux approches empiriques complémentaires ont été mises en place : l'appariement par score de propension, et la méthode de l'estimation des effets de traitement quantile inconditionnel [Firpo, 2007]. La première consiste à associer chaque PME dans les DOM à une PME en France métropolitaine présentant des caractéristiques similaires « toutes choses égales par ailleurs », afin de vérifier si un écart résiduel moyen de rentabilité financière subsiste lorsque les différences structurelles sont neutralisées. Concrètement, un modèle logit a été mis en œuvre en estimant la probabilité conditionnelle d'appartenir au groupe « traité » (dans les DOM) ou au groupe de contrôle (en France métropolitaine) en prenant en compte les caractéristiques structurelles observables des entreprises : la taille selon le chiffre d'affaires, le secteur d'activité, l'âge, la catégorie juridique, la part des consommations intermédiaires dans le chiffre d'affaires et la productivité apparente du travail. Cette estimation permet de calculer un score de propension qui sert à appairer les PME dans les DOM et en France métropolitaine [Bilionière et al., 2025].

Après avoir procédé à l'appariement, une régression quantile permet d'approfondir l'analyse des écarts de rentabilité en allant au-delà de la moyenne. Dans cette seconde méthode, un score de propension est également estimé. À partir de ce score, des pondérations par l'inverse de la probabilité de traitement sont calculées et attribuées aux PME de chaque territoire afin de les rendre comparables. Ensuite, les quantiles pour les groupes traité (DOM) et non traité (France métropolitaine) sont estimés au moyen d'une régression semi-paramétrique pondérée par l'inverse de la probabilité de traitement précédemment obtenue. Pour chaque quantile, la méthode de Firpo permet de comparer les quantiles de la distribution du logarithme de la rentabilité entre les deux groupes. L'effet de traitement sur les quantiles est obtenu comme la différence entre le quantile des PME dans les DOM et celui des PME en France métropolitaine.

La mise en œuvre de la méthode de l'appariement par score de propension a nécessité l'intégration de variables retardées (variables de l'année 2021). En conséquence, le champ de cette dernière partie de l'étude correspond aux PME dont la liasse fiscale est présente en 2021 et 2022 en France métropolitaine et dans les quatre DOM historiques. Le nombre de PME en France hexagonale varie légèrement d'un binôme DOM/Hexagone à l'autre, car le champ est restreint à celles dont le siège social est resté localisé en France hexagonale ou dans le DOM considéré sur la période 2021–2022 en raison de quelques transferts sur ces territoires entre ces deux périodes. Ce filtrage est appliqué pour chaque binôme.

les plus rentables est supérieure de 1,6 % par rapport aux PME les plus rentables en France métropolitaine. Ce sont principalement des PME de 1 à 9 salariés, tournées vers le marché local et bénéficiant de **déductions fiscales**. En effet, la part de ces PME bénéficiant des déductions fiscales est supérieure de 5,2 points par rapport à l'ensemble des PME de 1 à 250 salariés. ●

Zinaïda Salibekyan-Rosain,
Maurice Bilionière,
Philippe Clarenc (Insee)



Retrouvez davantage de données associées à cette publication sur [insee.fr](https://www.insee.fr)

► Encadré – Pourquoi retenir la rentabilité financière ?

Dans cette étude, la rentabilité financière, soit le rapport entre le résultat comptable et les capitaux propres, est retenue comme indicateur principal de la performance des PME. Cet indicateur permet d'évaluer la capacité d'une entreprise à rémunérer ses capitaux propres par son activité. De plus, elle mesure l'enrichissement ou l'érosion des fonds propres à travers le résultat comptable, et constitue ainsi un indicateur direct de la solidité financière d'une entreprise du point de vue de ses actionnaires ou associés.

À l'inverse, la rentabilité économique permet d'évaluer la performance de l'activité indépendamment du mode de financement, en rapportant l'excédent brut d'exploitation à l'actif économique. Si cet indicateur est utile pour juger de l'efficacité des moyens engagés dans l'activité, il ne renseigne pas sur la capacité de l'entreprise à se maintenir financièrement par ses propres ressources, et ne prend pas en compte le résultat comptable.

► Définitions

La **sphère présenteielle** regroupe les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou non (touristes).

La **sphère productive**, déterminée par différence, comprend des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Le **taux d'intérêt apparent** correspond au taux d'intérêt moyen payé sur les dettes financières. Il est calculé comme le rapport entre les intérêts et charges assimilées et le montant total des emprunts et dettes assimilées.

Dans la liasse fiscale, les **déductions fiscales** correspondent à des dispositifs fiscaux permettant de réduire le résultat imposable par rapport au résultat comptable. Il s'agit notamment de la déduction pour investissements en outre-mer ; les majorations d'amortissement ; ainsi que d'autres mesures d'incitation identifiées dans les lignes relatives aux régimes d'exonération ou aux dispositifs d'aménagement du territoire.

Un indicateur binaire a été construit pour repérer si une entreprise a bénéficié ou non d'au moins une déduction fiscale.

Toutefois, il faut souligner que ces déductions ne sont pas exclusivement réservées aux entreprises dans les DOM. Elles peuvent également concerner des entreprises en France métropolitaine, dès lors qu'elles remplissent les conditions d'éligibilité.

► Pour en savoir plus

- **Bilionière M., Clarenc P., Salibekyan-Rosain Z.**, « [Comparaison de la rentabilité financière des PME dromiennes et hexagonales](#) », Documents de travail n° 2025-17, juillet 2025.
- **Amdaoud M., Levratto N.**, « [Sectoral Diversity and Local Employment Growth in France](#) », Économie et Statistique / Economics and Statistics n° 544, décembre 2024.
- **IEDOM**, [Rapport d'activité 2022](#), juillet 2023.
- **Charrier R., Douriaud C., Garandeau C.**, « [L'impact de l'activité spatiale dans l'économie guyanaise en 2019](#) », Insee Dossier Guyane n° 11, décembre 2022.
- **Frocrain P., Giraud P.-N.**, « [L'évolution de l'emploi dans les secteurs exposés et abrités en France](#) », Économie et Statistique / Economics and Statistics n° 503-504, janvier 2019.
- **Dreyer A., Savoye B.**, « [Une analyse comparative des entreprises des DOM et de la métropole](#) », Économie et Statistique / Economics and Statistics n° 462-463, janvier 2014.
- **Firpo S.**, « [Efficient semiparametric estimation of quantile treatment effects](#) », Econometrica vol 75, n°1, janvier 2007.

Direction générale :
88, avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex

Directeur de la publication :
Fabrice Lengart

Rédaction en chef :
H. Michaudon,
S. Papon

Rédaction :
A. Gadaud

Maquette :
M. Gazaix
A. Bathias

✉@InseeFr
www.insee.fr

Code Sage : IA25111
ISSN 2416-7851
© Insee 2025
Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur

